

Le FMI alerte sur la hausse du risque de pauvreté en Allemagne

 abonnes.lemonde.fr/economie/article/2017/05/16/le-fmi-alerte-sur-la-hausse-du-risque-de-pauvrete-en-allemande_5128170_3234.html

Selon le Fonds, qui prône une « croissance inclusive », Berlin dispose de marges de manœuvre financières pour agir en faveur des travailleurs pauvres.

A qui profite l'insolente prospérité allemande ? Comment doivent se répartir les fruits de la croissance d'un pays dont la plupart des indicateurs économiques sont au vert ?

Ces questions, actuellement âprement discutées au sein des partis politiques du pays, devraient prendre encore plus d'importance avec la publication du rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI), lundi 15 mai. Ce dernier s'inquiète de la « *lente augmentation générale du risque de pauvreté* » outre-Rhin en dépit d'une solide croissance et d'un taux de chômage historiquement faible.

« *Malgré un filet de sécurité sociale bien développé et une forte progression de l'emploi, le risque de pauvreté relative [en Allemagne] demande une attention continue* », écrit le FMI au neuvième point de son rapport.

Si l'inégalité de revenus disponibles (mesurée par le coefficient de Gini) est restée relativement stable durant la dernière décennie et demeure proche de la moyenne européenne, le risque de pauvreté a progressé, soulignent les auteurs du document.

Ce risque se définit par la part de la population concernée par au moins une des trois caractéristiques suivantes : un revenu situé au-dessous du seuil de pauvreté ; une situation de privation matérielle ; un très faible taux d'activité des personnes du foyer en âge de travailler.

Un Allemand sur six

Selon les derniers chiffres disponibles publiés par l'institut de statistiques Destatis, 20,1 % de la population allemande était, en 2015, menacée par le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, ce qui représente 16,1 millions de personnes, soit un Allemand sur six.

Ainsi, 13,4 millions de personnes (soit 16,7 % de la population) sont notamment concernées par la pauvreté monétaire : il s'agit de travailleurs dont le revenu est inférieur à 60 % du salaire médian ; en d'autres termes, ce sont des actifs pauvres qui ne profitent que très faiblement de la prospérité du pays. A titre de comparaison, ce taux s'élève en moyenne à 17,3 % au sein de l'Union européenne (UE).

Le risque de pauvreté a-t-il progressé en Allemagne ? Depuis longtemps, la question divise les experts outre-Rhin, certains estimant que le concept ne mesure pas la pauvreté mais les inégalités. Et d'arguer que le propriétaire d'une BMW n'est pas pauvre, même s'il doit côtoyer de nombreux conducteurs de Porsche.

Prudemment, le FMI parle d'une « *hausse lente* » du risque de pauvreté. Destatis estime que ce risque est resté stable depuis 2008. Mais l'Institut économique de Berlin (DIW), dans une étude de long terme publiée fin janvier, notait de son côté un net décrochage des faibles revenus par rapport à la moyenne nationale.

Entre 1991 et 2014, la moyenne des revenus a ainsi augmenté de 12 %, alors que le produit intérieur brut (PIB) du pays progressait de 22 % sur la période. « *Dans le même temps, les inégalités de revenu ont augmenté : alors que les revenus moyens ont progressé de plus de 8 %, et les plus élevés de 27 %, les 10 % des foyers aux revenus les plus faibles ont subi des pertes après déduction de l'inflation,* » écrit le DIW.

« Croissance inclusive »

Le problème des inégalités de revenus est prioritaire pour le FMI, dont la directrice, Christine Lagarde, s'est

déclarée à plusieurs reprises en faveur d'une « croissance inclusive » : un modèle selon lequel tous les groupes de revenus doivent recevoir une part équitable de la hausse de la prospérité générale.

Pour le Fonds, l'Allemagne dispose de marges de manœuvre financières suffisantes pour agir : il suggère d'encourager l'augmentation des salaires et une plus grande participation des femmes au marché du travail, recommande une hausse des impôts pour les plus fortunés ainsi qu'un allègement des charges pour les salaires les plus faibles.

Le FMI insiste aussi pour que Berlin augmente ses investissements, notamment dans les infrastructures physiques et numériques, dans la garde des jeunes enfants et pour l'intégration des réfugiés, afin de consolider ses perspectives de croissance à long terme et de réduire les excédents courants, jugés trop élevés, quitte à assouplir sa discipline budgétaire.

Des recommandations que ne manquera pas de saluer le Parti social-démocrate (SPD), qui fait actuellement campagne sur le thème des inégalités, de la hausse des investissements et de la « croissance inclusive ». Avec peu de succès jusqu'ici : le SPD a essuyé trois lourdes défaites électorales depuis le début de l'année, dont du 14 mai dans son bastion traditionnel de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui compte pourtant parmi les régions les plus touchées par le chômage.

A croire que face au bilan économique de la chancelière Angela Merkel, le thème des inégalités fait pour l'instant peu recette outre-Rhin.